Proposition du Conseil administratif du 22 mars 2017 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 6 500 000 francs, soit:

- **un crédit de 6 400 000 francs, destiné à assurer le financement du 4^e plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC) de l'administration municipale;**
- **un crédit de 100 000 francs, destiné à compléter le financement de l'équipement informatique du Conseil municipal pour la législature 2015-2020, voté au 3^e PSIC (PR-1065).**

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux,

1. Introduction et exposé des motifs

L'organisation administrative de la Ville de Genève repose chaque jour un peu plus sur les technologies de l'information et de la communication. Téléphones, ordinateurs et équipements numériques font partie du quotidien du personnel de la Ville de Genève. La transition de l'administration municipale vers les systèmes d'information et de communication a été rapide. En 1995, seuls 1000 collaboratrices et collaborateurs utilisaient un ordinateur. Aujourd'hui, ce sont près de 4000 postes de travail et 500 tablettes qui sont utilisés en Ville de Genève. Les technologies de l'information et de la communication sont également omniprésentes – directement ou indirectement – dans une large part des prestations offertes à la population, du prêt des livres aux interventions des sapeurs-pompiers.

Le présent plan biennal vise à assurer le bon fonctionnement et la sécurité des infrastructures d'information et de communication de la Ville de Genève, et à financer les projets prioritaires de l'administration municipale en matière de systèmes d'information et de communication. Il est complété par une demande pour l'acquisition de tablettes tactiles pour le Conseil municipal.

2. Contexte et historique

Depuis 1995, les projets en matière de systèmes d'information et de communication ont été financés par les plans informatiques quadriennaux (PIQ) et, dans de plus rares cas, par des crédits ad hoc. A partir de 2009, le dépôt du plan informatique est passé au rythme biennal. La présente proposition de crédit correspond au 4^e plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC).

2.1 *Processus d'élaboration de la proposition de crédit*

2.1.1 *Processus global d'élaboration du PSIC*

Conformément à la procédure définie par le Conseil administratif, les principales étapes du processus d'élaboration des plans en matière de systèmes d'information et de communication sont les suivantes:

- les directions de département et les services adressent leur expression des besoins à la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC);
- la DSIC évalue les demandes, notamment au plan de leur faisabilité et de leur coût, y compris le budget de fonctionnement et les ressources humaines nécessaires à garantir leur exploitation;
- les besoins évalués par la DSIC sont présentés au Collège des directeurs de la Ville de Genève (CODIR) qui procède aux arbitrages nécessaires pour respecter le montant du PSIC inscrit au plan financier d'investissement (PFI).

2.1.2 *Processus de gouvernance*

Les demandes ont été arbitrées en deux temps. Dans une première phase, les demandes transversales ont été considérées en priorité. Puis, un arbitrage des projets spécifiques des départements en regard du solde financier disponible a été réalisé.

Au total, 80 demandes ont été adressées à la DSIC, pour un montant évalué à 15,3 millions de francs. Au terme du processus de sélection, 39 demandes ont été retenues.

3. Adéquation à l'Agenda 21

La DSIC applique tant que faire se peut une politique d'acquisition responsable soit en incitant les fournisseurs (ainsi que leurs sous-traitants) à assumer leurs responsabilités sociales et les principes du développement durable, soit en intégrant ces responsabilités et ces principes dans les critères d'adjudication des marchés. Attachée au respect de l'environnement, la DSIC œuvre également à diminuer son empreinte carbone en veillant à optimiser sa consommation d'énergie, par exemple par des opérations de virtualisation de ses environnements ou par des actions de surveillance et d'adaptation de ses infrastructures.

4. Estimation des coûts et description des objets

Les objets de la présente proposition de crédit sont regroupés en deux projets de délibération:

- 4^e plan biennal des systèmes d'information et de communication;
- système d'information et équipement informatique du Conseil municipal pour 2017-2018: acquisition de tablettes tactiles.

4.1 4^e plan biennal des systèmes d'information et de communication

4.1.1 Infrastructures – 1 890 000 francs

4.1.1.1 Etude pour le remplacement de Domino et de la messagerie Lotus Notes Réf.: D-10305 (DSIC)

La plateforme «IBM Domino», qui héberge les solutions de messagerie Lotus Notes et des applications développées spécifiquement pour la Ville de Genève, a été mise en place il y a une vingtaine d'années. Au vu de son ancienneté, il nous apparaît judicieux de lancer une étude afin de déterminer s'il est opportun d'en changer.

4.1.1.2 Extension des licences Oracle pour la mise en place d'une infrastructure en haute disponibilité Réf.: D-010317 (DSIC)

La présente demande concerne la mise en place d'une redondance au niveau des serveurs de bases de données Oracle, permettant:

- de réduire le risque d'interruption de service et de pertes de données en cas de panne;
- d'effectuer des opérations de maintenance technique sur ces systèmes sans impacter leurs utilisatrices et utilisateurs.

Plusieurs systèmes informatiques de la Ville de Genève bénéficieront de cette solution, basée sur la technologie «Oracle Real Application Clusters (RAC)», notamment les applications de géomatique ainsi que le système d'information du Service des pompes funèbres.

4.1.1.3 Infrastructure et sécurité du réseau informatique de la Ville de Genève Réf.: D-010354 (DSIC)

Les équipements de télécommunication actifs du réseau de la Ville de Genève (réseau VdG) sont des éléments incontournables qui permettent d'aiguiller le trafic

de la voix et des données entre divers moyens d'accès comme les postes de travail, les téléphones IP/Vidéo, les points d'accès WiFi, les systèmes d'alarme des bâtiments, les caméras de surveillance, les terminaux de paiement, les serveurs, etc.

Cette demande a pour but de permettre les évolutions technologiques, les augmentations de capacité (bande passante), l'obsolescence des équipements, ainsi que de répondre aux demandes d'extensions des services de l'administration municipale.

4.1.1.4 Renouvellement et évolution des environnements serveurs, stockage et backup

Réf.: D-010288 (DSIC)

L'infrastructure serveur de la Ville de Genève représente environ 150 machines physiques et 270 machines virtuelles qui supportent la quasi-intégralité des prestations informatiques offertes aux services de l'administration municipale et aux citoyens. Cette infrastructure doit être renouvelée périodiquement sur la base d'une durée de vie des machines physiques de 4 à 6 ans. De plus, l'extension des besoins en nouveaux services informatiques implique une augmentation du nombre de serveurs, et s'accompagne d'une extension des licences.

Cette demande vise à assurer la continuité des services délivrés en tenant compte de la croissance des besoins, du renouvellement des équipements obsolètes ainsi que des licences d'exploitation et de l'évolution des technologies.

4.1.2 Sécurité de l'information – 200 000 francs

4.1.2.1 Plateforme d'automatisation de la gestion des identités en Ville de Genève

Réf.: D-010321 (DSIC)

En Ville de Genève, plus de 500 applications et systèmes informatiques soutiennent le travail quotidien de nombreux employés municipaux. Les droits et privilèges accordés à ces personnes dans ces applications sont variables, non seulement selon les tâches qui leur sont confiées à un moment précis, mais aussi au gré de leur mobilité professionnelle au sein de l'administration municipale. Il est donc important de gérer au mieux l'identité des usagers de manière continue dans le temps.

Il convient d'améliorer la gestion actuelle peu intégrée par la mise en œuvre d'une plateforme centrale de gestion des identités, qui soit suffisamment flexible et polyvalente afin d'intégrer l'existant ainsi que les systèmes qui seront développés dans le futur.

4.1.3 *Micro-informatique – 1 900 000 francs*

4.1.3.1 *Renouvellement et évolution du parc informatique*

Réf.: D-010254 (DSIC)

Le parc micro-informatique de l'administration municipale est constitué d'environ 4000 postes de travail, 500 tablettes et 900 imprimantes. Sur la base d'un renouvellement des postes de travail âgés de plus de 4 ans et d'une augmentation annuelle du parc de 6%, la présente demande vise à l'acquisition et l'installation de 1740 postes de travail, la prestation associée ainsi que les logiciels nécessaires. Ces derniers seront complétés par des logiciels libres spécifiques, répondant aux besoins des utilisatrices et utilisateurs de l'administration municipale.

En application des principes du développement durable, aucun achat d'imprimante n'est prévu, sinon de manière marginale, par exemple lorsque la fonction du personnel concerné nécessite une confidentialité particulière ou lorsque la disposition des locaux ne permet pas le partage des moyens d'impression.

4.1.4 *Projets transversaux – 1 124 000 francs*

4.1.4.1 *Dématérialisation des factures*

Réf.: D-010227 (DFIN)

La Direction financière (DFIN) souhaite dématérialiser la gestion des factures pour l'ensemble de l'administration municipale, avec pour objectifs:

- la simplification et l'optimisation du processus de gestion des factures qui est à faible valeur ajoutée (saisie des données, flux papier, copies nombreuses, classement, etc.);
- l'élimination du flux papier qui pose problème tant pour l'acheminement que pour l'archivage;
- la réduction des délais et des coûts;
- l'efficacité (travailler mieux, plus vite et à moindre coût).

Le scénario envisagé consiste à s'appuyer sur le matériel existant (imprimantes multifonctions) pour ce qui est de la dématérialisation proprement dite, et à mettre en place une solution logicielle permettant une organisation décentralisée.

4.1.4.2 *Evolution du système d'information du territoire (SITV)*

Réf.: D-010243 (DSIC)

Dans le cadre du SITV, la demande en matière de gestion, de partage et de diffusion de contenu géographique grandit avec les années. Parallèlement, la tech-

nologie répondant à ces besoins connaît une évolution marquée nécessitant une adaptation permanente des moyens mis en œuvre. Les métiers concernés, répartis dans tous les départements, touchent des domaines aussi variés que le patrimoine bâti, le patrimoine vert, le domaine public, les secours, le social, le génie civil et la voirie.

Il s'agit notamment de l'acquisition du matériel, des licences, de l'assistance, de l'achat ou du développement des logiciels requis pour assurer la continuité et l'évolution des solutions existantes, ainsi que la réalisation de nouvelles solutions. Le montant inclut également la configuration de la plateforme de partage «ArcGIS Online» de la Ville de Genève, la mise en place de solutions de saisie et de consultation mobiles de données géo-référencées.

4.1.4.3 Gestion des subventions en Ville de Genève – Phase 3

Réf.: D-010253 (DSIC)

Le projet de gestion des subventions en Ville de Genève a débuté en 2010. Une première phase a permis la mise en place de l'utilisation de SAP/GM pour les processus d'octroi des subventions financières aux départements Culture et sport et Cohésion sociale et solidarité. La deuxième phase (en cours) vise le déploiement de la solution pour les départements Autorités, Finances et logement, Constructions et aménagement et Environnement urbain et sécurité.

4.1.4.4 Installation de timbreuses

Réf.: D-010293 (DSIC)

Avec l'entrée en vigueur du règlement sur l'aménagement du temps de travail, de nombreux services ont besoin d'être équipés d'une solution pour enregistrer et gérer les données de présence des membres de leur personnel. Le projet «Portail RH» actuellement en phase de déploiement dans les services de l'administration municipale remplace progressivement l'ancienne solution Time-Tools pour la gestion des temps et des absences. En plus des nouveaux équipements à acquérir pour les nouveaux services, les anciens appareils d'enregistrement des entrées/sorties (timbreuses) sont à remplacer.

4.1.4.5 Outil d'analyse visuelle de données et d'aide à la décision (BI)

Réf.: D-010184 (ENE), D-010206 (SJS), D-010303 (GIM)

La présente demande regroupe les besoins de plusieurs services, qui souhaitent disposer d'un outil d'analyse des données visuel et interactif (Business Intelligence ou «BI»), leur permettant de construire des tableaux de bord sur la

base de multiples sources de données (financières, sociales, démographiques, géographiques ou techniques).

La solution logicielle permettra:

- d’automatiser et de fiabiliser la collecte des informations, supprimant le travail d’extraction manuelle;
- de réduire le risque d’indisponibilité des données;
- d’assurer une mise à jour en temps réel;
- une consolidation et une analyse dynamique et interactive de ces données y compris par le biais de projections cartographiques;
- de faciliter l’exploitation des données par des utilisatrices et utilisateurs non qualifiés;
- d’améliorer l’utilité et la diffusion des données par le biais de tableaux de bord graphiques.

4.1.4.6 *Outil de planification de ressources (PRES)*

Réf.: D-010107

La présente demande regroupe les besoins exprimés par huit services de la Ville de Genève souhaitant disposer d’un outil de planification des ressources répondant aux objectifs suivants:

- gestion des ressources facilitée: l’outil proposé doit permettre aux responsables d’unités une gestion simple, efficace, rapide et fiable du personnel;
- communication améliorée: les plans des unités ou des personnes doivent pouvoir être communiqués facilement et rapidement, en temps réel, aux personnes concernées via leur poste de travail ou par le biais d’un planning général sur un écran partagé;
- rapports et bilans analytiques: l’outil doit proposer des rapports utiles aux gestionnaires des unités et aux responsables hiérarchiques.

La gestion des ressources doit reposer sur des données fiables; le système doit être renseigné sur l’organisation des unités et les présences planifiées des personnes. C’est pourquoi le futur système doit être connecté au système de gestion des ressources humaines existant, le Portail RH SAP.

Le Service Voirie – Ville propre (VVP) a déjà obtenu un crédit pour sa demande dans le cadre du 3^e PSIC (références 6682 et 6683). Le projet est en cours, mais tient compte des besoins des autres services demandeurs (SEEP, MAH, BGE, ECO, BMU, ARI, SIS, LOM, SOC), ce qui permettra l’acquisition et l’utilisation du même outil pour l’ensemble de l’administration municipale.

4.1.4.7 SIRH Axe 1 – Recrutement et intégration – Gestion prévisionnelle
Réf.: D-010280 (DRH)

Le SIRH est une plateforme commune, un point d'accès unique pour la gestion partagée de processus et d'informations, entre les services, la DRH, voire les membres du personnel. La DRH a recueilli les besoins de ses entités, ainsi que ceux de managers (panel de chef-fe-s de service).

Le présent projet a pour objectifs de développer:

- des outils de gestion prévisionnelle et de simulation des effectifs afin de faciliter la stratégie de l'évolution de l'organisation du service, notamment les départs-arrivées, ainsi que des indicateurs tels que les pyramides des âges, les demandes de modification de taux d'activité, les demandes de retraite anticipée, etc.;
- un système d'alerte sur les obligations légales et de gestion des échéances pour les besoins transversaux et de rappel des actions à entreprendre.

4.1.4.8 SIRH Axe 3 – Employeur responsable – intégration des données d'absences non planifiées dans le Portail RH
Réf.: D-008791 (DRH)

Les managers doivent être en mesure de pouvoir suivre le nombre et le type d'occurrences d'absence de leurs collaboratrices et collaborateurs.

Dans le cadre du projet de gestion des absences non planifiées, il a été décidé que, pour permettre aux managers de suivre au plus près les absences de leurs collaboratrices et collaborateurs, un état de recensement des absences non liées à la personne serait intégré au portail RH, en complément aux états de gestion des absences non planifiées (GANP) existant dans l'outil de reporting SAP et qui renseignent sur les absences non planifiées liées à la personne (accident, maladie).

De plus, les managers doivent pouvoir quitter que les entretiens GANP ont été effectués. Le Conseil administratif a mandaté la DRH, en partenariat avec la DSIC, pour mettre en place un outil de reporting des absences et du suivi des entretiens.

4.1.5 Projets spécifiques – 1 286 000 francs

4.1.5.1 Billetterie et vente en ligne

Réf.: D-010191 (SEC), D-010241 (ARI), D-010290 (MAH), D-010402 (MHN)

Le Service culturel bénéficie d'une solution de vente en ligne, qu'il est urgent de remplacer car elle ne donne plus satisfaction, souffrant d'obsolescence et de

sévères problèmes de sécurité, notamment au niveau de la protection des transactions financières. En particulier, les caisses enregistreuses utilisées aux Musées d'art et d'histoire et de l'Ariana pour la vente de billets sont en fin de vie et sont fréquemment en panne.

Le déploiement d'un système commun à toutes les institutions du département de la culture et du sport (DCS) permettra d'offrir à terme de nouvelles prestations, par exemple des ventes croisées ou des offres combinées (par exemple, ticket d'entrée et billet CFF) ainsi que la vente de billets pour les spectacles, manifestations et expositions temporaires, en ligne (« print at home ») et au guichet.

4.1.5.2 *Commandes de numérisation pour la Bibliothèque de Genève: migration Access et fonctionnalités supplémentaires*

Réf.: D-010231 (BGE)

L'atelier de numérisation de la BGE gère annuellement environ 300 demandes externes de numérisation (livres, manuscrits, affiches, etc.), provenant de Suisse et de l'étranger, dont la très large majorité est facturée. Depuis 2003, une base Access nommée «RepMagic» développée en interne est utilisée pour générer les devis adressés aux clients et conserver l'historique des commandes. Cette dernière n'est plus supportée.

Le nouveau système permettra une rationalisation des processus ainsi que des économies de charges, et répondra également à une obligation de conservation.

4.1.5.3 *Etude ANUBIS – progiciel de gestion pour le Service des pompes funèbres (SPF)*

Réf.: D-010059 (SPF)

Afin d'assurer l'intégralité de ses prestations, le SPF a besoin d'un système informatique intégré permettant d'assurer le suivi du défunt, la facturation, le recouvrement ainsi que le suivi des emplacements des tombes et columbarium dans ses différents cimetières.

Le principe est de pouvoir assurer le suivi administratif d'un défunt depuis la déclaration de son décès jusqu'à la désaffectation de la tombe. Le futur système devra communiquer avec SAP pour automatiser les réconciliations comptables actuellement effectuées manuellement.

4.1.5.4 *Gestion des collections des institutions du DCS*

Réf.: D-009985 (MAH)

Aujourd'hui, l'outil est instable malgré de nombreux développements. Il rencontre des problèmes de performance liés au grand volume de données et ne per-

met pas une utilisation transverse, ni une interactivité avec les publics. La refonte de ce dispositif est une opportunité pour repenser intégralement le site et proposer une approche nouvelle globalement tournée vers les publics.

Ce projet a pour objectif de poser les fondations d'un système global et transverse à toutes les institutions muséales de la Ville de Genève, en s'appuyant notamment sur la solution «MuseumPlus» utilisée depuis de nombreuses années pour gérer les collections des musées.

4.1.5.5 *Mur d'écrans au centre opérationnel*

Réf.: D-009990 (SIS)

Lors d'événements particuliers tels que sinistres de grande ampleur, interventions multiples suite à des phénomènes météo ou l'activation d'un dispositif de crise (OSIRIS) planifié ou non, la structure de commandement du SIS est renforcée pour faire face au surcroît d'activité opérationnelle. A cet effet, le centre opérationnel (CO) est mis sur pied et du personnel d'astreinte, spécialement formé, est mobilisé.

Afin d'appréhender des problèmes aussi divers que complexes, il est nécessaire de disposer de multiples sources d'informations. Le SIS recourt, entre autres, à des plateformes web de cartographie (p. ex. SITG), à MétéoSuisse, aux données hydrologiques de l'OFEV. Via la centrale d'engagement et de traitement des alarmes, le SIS dispose également de nombreuses sources vidéo provenant de cameras disposées sur l'espace public.

Pour répondre à ses obligations, le SIS souhaite pouvoir disposer d'un mur d'écrans permettant d'afficher simultanément différentes informations, à l'instar de ce qui se fait aujourd'hui au sein d'autres corps de secours.

4.1.5.6 *Outils d'interactivité pour les publics*

Réf.: D-010168 (CJB), D-010217 (BMU), D-010225 (DCS), D-010234 (CJB)

Cette demande a pour objectif d'améliorer l'accessibilité et l'efficacité en ligne des prestations publiques, en développant l'offre numérique, la mise à disposition d'outils, d'équipements, d'applications, d'espaces et d'offres à distance pour les publics.

Face à l'évolution des besoins et des attentes de la population en matière d'accessibilité culturelle, les projets suivants sont proposés:

- espace interactif au 4^e étage de la bibliothèque de la Cité (D-010217);
- renforcement de l'offre en matière de médiation numérique participative des CJBG (D-010168);

- CJBG – Application mobile Flora Helvetica – Optimisation des clés de détermination et du flux de données (D-010234);
- réseau d’écrans dynamiques interactifs (D-010225).

4.1.5.7 Outil pour le processus de publication du budget et des comptes de la Ville de Genève

Réf.: D-007941 (DFIN)

La publication du budget et des comptes fait partie des tâches légales de la Ville de Genève. Elle est sous la responsabilité de la DFIN. Actuellement, un outil de publication assistée par ordinateur est notamment utilisé pour réaliser la mise en page du projet de budget, du budget et des comptes.

Le nouvel outil doit totalement intégrer le nouveau plan comptable harmonisé MCH2 et réduire la charge de travail au sein de la DFIN. En outre, il doit offrir une meilleure collaboration entre les différents acteurs lors de l’établissement du budget et pendant la clôture des comptes.

4.1.5.8 Passage au numérique pour les téléalarmes des ascenseurs

Réf.: D-010201 (DPBA)

La Ville de Genève possède environ 250 immeubles équipés d’ascenseurs. Aujourd’hui, en cas de panne, la transmission se fait par le biais de lignes téléphoniques analogiques. Or, Swisscom a annoncé en mars 2014 la disparition de la téléphonie analogique en Suisse d’ici à fin 2017.

Dans le futur, la transmission se fera par la téléphonie mobile. La présente demande vise donc l’installation de modules GSM et de cartes SIM dans les ascenseurs pour la transmission des alarmes et, si nécessaire, l’installation d’antennes-relais pour assurer une couverture réseau adéquate dans la cage.

4.1.5.9 Renouvellement de l’outil de gestion du domaine public (URBANUS)

Réf.: D-010232 (SEEP)

Le Service de la sécurité et de l’espace publics (SEEP) est compétent pour octroyer les permissions ou autorisations sollicitées au travers de requêtes émises par toute personne désireuse d’occuper le domaine public de manière accrue. Pour la Ville de Genève, cela représente la gestion de 1000 chantiers, 1000 manifestations, 968 terrasses de café, 5000 procédés de réclame et 1200 expositions de marchandises.

Les principaux objectifs du futur système d’informations sont d’harmoniser les procédures de facturation avec SAP, de rationaliser la gestion des dossiers

pour éliminer les doublons, de répondre au risque opérationnel tenant à l'absence d'indicateurs mesurant l'activité par rapport aux objectifs fixés, de fiabiliser les informations transmises en réduisant le nombre de fichiers Excel utilisés dans les différentes activités, d'assurer un suivi des dossiers et des contrôles sur le terrain plus efficaces par l'adoption de technologies mobiles, de disposer d'un outil d'extraction des données performant pour répondre aux demandes du magistrat, de la direction du département ou du service et de migrer vers une architecture sécurisée et évolutive afin d'éviter le recours systématique à l'éditeur du logiciel pour toute modification.

4.2 *Système d'information et équipement informatique du Conseil municipal pour 2017-2018*
(Réf. : D-010343)

Le présent objet a pour objectif de compléter le financement de la PR-1065 relative à l'équipement informatique de la législature 2015-2020 par l'acquisition de tablettes tactiles et des éventuels logiciels et licences nécessaires à leur utilisation, en complément aux postes de travail actuels.

4.3 *Récapitulatif des coûts*

Catégories	Dpt-0 Autorités	Dpt-1 Finances et logement	Dpt-2 Construc- tions et aménage- ment	Dpt-3 Culture et sport	Dpt-4 Environne- ment urbain et sécurité	Dpt-5 Cohésion sociale et solidarité	Total par catégorie
Arrêté I - 4ème Plan biennal des systèmes d'information et de communication							
1-Infrastructures							1'890'000
2-Sécurité							200'000
3-Microinformatique							1'900'000
4-Projets transverses							1'124'000
5-Projets spécifiques	-	250'000	120'000	479'500	386'500	50'000	1'286'000
Total Arrêté I par département	-	250'000	120'000	479'500	386'500	50'000	6'400'000
Arrêté II - Système d'information et équipement informatique du Conseil municipal pour 2017-2018							
							100'000
Total de la proposition de crédit							6'500'000

4.4 *Soumissions publiques*

Les soumissions publiques relatives à la présente proposition seront effectuées par la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC), en relation avec ses partenaires et les services concernés.

5. Délais de réalisation

Le 4^e PSIC vise un grand nombre d'objectifs indépendants de réalisation. On estime pouvoir tous les atteindre dans un délai de six ans au maximum à partir de l'ouverture du crédit.

Les acquisitions prévues pour le système d'information et l'équipement informatique du Conseil municipal pour la législature 2015-2020 seront réalisées en 2017.

6. Référence au 12^e plan financier d'investissement 2017-2028

Le projet de délibération I (4^e PSIC) figure au plan financier, en qualité de projet actif, sous le N° 111.030.32 (p. 58), pour un montant de 6 400 000 francs.

Le projet de délibération II (Système d'information du CM) figure au plan financier, en qualité de projet actif, sous le N° 111.030.34 (p. 58), pour un montant de 100 000 francs.

7. Budget de fonctionnement

Le montant prévisionnel des contrats d'entretien ou de maintenance relatifs aux objets du projet de délibération I est estimé à 508 630 francs. Le second projet de délibération n'aura pas d'incidence sur le budget de fonctionnement.

Dans une perspective de maîtrise des coûts, la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) prendra toutes les mesures envisageables pour que la mise en œuvre de ces contrats d'entretien ou de maintenance soit compensée par la résiliation ou la renégociation de contrats en cours. Le cas échéant, un ajustement des budgets d'entretien (comptes du groupe 315) sera proposé lors d'un prochain projet de budget de fonctionnement.

8. Charges financières annuelles

Quant aux charges financières annuelles:

- pour le projet de délibération I, comprenant les intérêts au taux de 1,75% et l'amortissement au moyen de 4 annuités, elles atteindront 1 670 600 francs;
- pour le projet de délibération II, comprenant les intérêts au taux de 1,75% et l'amortissement au moyen de 4 annuités, elles atteindront 26 100 francs.

9. Services gestionnaires et bénéficiaires

Le service gestionnaire des délibérations I et II est la Direction des systèmes d'information et de communication.

Le service bénéficiaire de la délibération I est la Direction des systèmes d'information et de communication et le service bénéficiaire de la délibération II est le Conseil municipal.

Tableaux récapitulatifs des coûts d'investissement, de fonctionnement et planification des dépenses d'investissement (en francs)

A. SYNTHÈSE DE L'ESTIMATION DES COÛTS

	Montant	%
Infrastructures	1'890'000	29%
Sécurité	200'000	3%
Microinformatique	1'900'000	29%
Projets transverses	1'124'000	17%
Projets spécifiques	1'286'000	20%
Informatique du Conseil municipal 2017-2018	100'000	2%
Coût total du projet TTC	6'500'000	100%

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par l'exploitation de l'objet du crédit

Service bénéficiaire concerné : Dir. des systèmes d'information et de communication

CHARGES

30 - Charges de personnel	0	Postes en ETP
31 - Dépenses générales	0	
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	1'671'600	
36 - Subventions accordées	0	
Total des nouvelles charges induites	1'671'600	

REVENUS

40 - Impôts	0
42 - Revenu des biens	0
43 - Revenus divers	0
45 - Dédommagements de collectivités publiques	0
46 - Subventions et allocations	0
Total des nouveaux revenus induits	0

Impact net sur le budget de fonctionnement	1'671'600

C. PLANIFICATION ESTIMÉE DES DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

Année(s) impactée(s)	Dépenses brutes	Recettes	Dépenses nettes
Année de vote du crédit par le CM : 2017	1'700'000	0	1'700'000
2018	1'600'000	0	1'600'000
2019	1'600'000	0	1'600'000
2019	1'600'000	0	1'600'000
Totaux	6'500'000	0	6'500'000

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver les projets de délibérations ci-après:

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 6 400 000 francs destiné à assurer le financement des systèmes d'information et de communication de la Ville de Genève (4^e plan biennal des systèmes d'information et de communication).

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 400 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif et amortie au moyen de 4 annuités qui figureront au budget de 2019 à 2022.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 100 000 francs destiné à compléter le financement de l'équipement informatique du Conseil municipal pour la législature 2015-2020.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 100 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif et amortie au moyen de 4 annuités qui figureront au budget de 2018 à 2021.